



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Les-effets-pervers-du-progres>

# Les effets pervers du progrès technique

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 862 - décembre 1987 -

Date de mise en ligne : vendredi 10 juillet 2009

Date de parution : décembre 1987

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

Nous sommes en 1986 et un constat s'impose : le flot montant des chômeurs continue à s'enfler, en dépit des efforts louables entrepris par un "traitement social", pour le juguler. Les "nouveaux pauvres" se pressent encore, cet hiver, en bataillons serrés, à la porte des soupes populaires, que l'on croyait à jamais régués au passé en économie d'abondance. Mais, tandis que des millions de sous-consommateurs français crient misère et en sont réduits à la mendicité publique, les eurocrates qui siégent à Bruxelles ne savent plus à quel saint se vouer pour endiguer une surproduction endémique. Les silos blancs sont pleins à craquer et on ne sait plus comment absorber les surplus de lait, si ce n'est imposer des quotas aux agriculteurs qui reçoivent des subsides pour produire moins et dont le revenu baisse. Les déchets regorgent de biens alimentaires invendus qui iront alimenter les déchets publiques.

C'est tout le mérite de Jacques Duboin d'avoir, à travers la crise des années trente, analysé et dénoncé ce paradoxe et proposé des solutions qui à l'époque, ont soulevé un grand enthousiasme populaire mais ont trouvé leurs limites sur le terrain parce qu'elles étaient tout simplement prophétiques.

Aujourd'hui, l'alternative se pose dans les mêmes termes mais, cette fois-ci de manière beaucoup plus aiguë. Nous sommes confrontés à une crise non pas conjoncturelle, comme nous l'avons connue à plusieurs reprises dans le passé - cf par exemple les chocs pétroliers - mais à un véritable défi structurel : la révolution technologique - ou révolutionnaire - qui a pour effet d'accroître la grande relève des hommes par la science. Il y a certes des emplois qui se créent, mais ils exigent des niveaux de formation générale et de qualification professionnelle de plus en plus élevés. En contrepartie, tous ceux qui ont servi depuis des générations dans des industries de main-d'oeuvre et n'ont à louer que la force de leurs bras, se trouvent exclus de la société nouvelle. Ils constituent une imposante armée de parias. La société duale trouve ainsi son plein accomplissement : d'un côté, des privilèges de l'emploi, dont l'univers se retire au fur et à mesure que se développe la surcharge sur les compétences et les salaires. De l'autre, une plage de plus en plus large de nouveaux prolétaires qui vivent de la charité publique ; entre les deux, un marais de plus en plus incertain de gagne-petits qui grignotent comme ils peuvent les miettes du festin : bénéficiaires de TUC, de stages en alternance, d'emplois intérimaires ou à temps partiels, travailleurs "au noir", etc... La révolution industrielle du début de ce siècle avait entraîné un colossal transfert de main-d'oeuvre du secteur rural vers les activités industrielles concentrées dans les villes. La révolutionnaire en cours supprime des emplois industriels, mais les transferts ne se font plus. Le tertiaire lui-même, espoir des années 60, se ferme.

En même temps, la clientèle privilégiée des organisations syndicales : salariés des usines et des bureaux, s'effiloche. Pour la première fois dans l'histoire du monde ouvrier, l'effectif global des salariés est en baisse depuis 1983. On peut s'efforcer de dénoncer le mouvement, voire de le freiner : ce combat d'arrière-garde est perdu d'avance ! Il nous reste une seule certitude : il est clair que l'effectif des producteurs, au sens marxiste du terme, va décroissant, alors que s'amplifie la cohorte des consommateurs insatisfaits ou mécontents !

Par le biais des allocations de chômage ou de solidarité, des indemnités de Sécurité Sociale, des préretraites anticipées, on est amené aujourd'hui à distribuer une masse de plus en plus considérable de revenus qui ne sont plus liés directement à une activité professionnelle. Ces derniers sont saupoudrés au petit bonheur la chance, en fonction des nécessités du moment ou des groupes de pression existants.

Ce faisant, on ne fait que multiplier les inégalités flagrantes, dans l'espace et dans le temps. Inégalités devant le chômage, les impôts, les retraites, la solidarité, la formation. Le résultat en est un effroyable gaspillage de ressources et d'énergies humaines, générateur d'une révolution chaude qui nous pend au nez comme un sifflet de deux sous !

Les démarches de charité publique organisées par l'Etat, les communes, les organisations caritatives, voire telle vedette de la chanson ou du spectacle en quête de publicité, ne peuvent suffire à tout. Cela me fait penser à un arrosoir qui fuit : au lieu de colmater les trous, voire de s'enquérir d'un récipient neuf, on remet de plus en plus d'eau ; mais le réservoir des prestations sociales finit par

## Les effets pervers du progrès technique

s'écouler. Bientôt, chacun de nous sera accablé par le poids de la protection sociale. Les caisses de l'UNEDIC, de la Sécurité Sociale, de nos retraites, doivent être remplies à coups de subventions publiques ou de cotisations nouvelles. On ne peut poursuivre indéfiniment dans cette voie.

Aussi bien l'avenir de la protection sociale est complétement escamoté voire éludé lors des débats politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche. Il est clair qu'aucun responsable politique ne veut prendre l'engagement formel devant ses futurs électeurs, de remettre en cause la politique actuelle des revenus. Et pourtant, des décisions s'imposent et elles deviennent urgentes. Depuis des siècles, l'humanité n'a survécu qu'en économie de pénurie. Tout ce qui est rare est cher, la monnaie-or a été longtemps la référence naturelle des échanges. A l'issue de la seconde guerre mondiale, le dollar a détrôné, dans cette fonction, les métaux précieux. Mais la crise du système monétaire international marque aujourd'hui les limites de ce système. La véritable richesse, ce sont les biens et services mis à la disposition des citoyens consommateurs.

La révolution en multipliant à l'infini les virtualités de productivité, nous fait entrer de plein fouet dans la société d'abondance qui, faute d'une meilleure maîtrise d'une économie de besoins, engendre un énorme gaspillage. Le remède ? Il consiste à injecter dans le circuit monétaire une monnaie de consommation non thésaurisable, c'est-à-dire qu'elle ne servirait qu'à acquiescer des biens ou services de grande consommation, largement disponibles sur le marché. L'outil privilégié en serait la "carte à puce", produit le plus achevé de la monétique. En s'arrogeant la maîtrise de cet outil de distribution, l'Etat dit socialiste, timonier d'un secteur bancaire nationalisé, pourrait récupérer en quelques semaines le bénéfice de plusieurs années d'errances et d'hésitations ! Chaque consommateur bénéficierait ainsi d'un revenu social garanti, sorte de minimum vital couvrant ses besoins fondamentaux. Ce pouvoir d'achat supplémentaire ne se substituerait pas pour autant aux prestations sociales existantes auxquelles les organisations syndicales demeurent très attachées, parce qu'elles ont été arrachées au prix de luttes acharnées et de dures négociations qui sont liées tout simplement à l'histoire du monde ouvrier. Il doit apporter un "plus", un complément progressif aux revenus existants et qui laisserait toute liberté de choix aux consommateurs. Il constituerait ainsi l'amorce d'un droit à la subsistance pour tous, de la naissance à la mort.

La contrepartie du revenu social garanti serait bien évidemment l'exigence de service social, tant au niveau des personnes que des collectivités. Il n'est certes pas question d'instaurer une nouvelle variante de travail obligatoire. Mais, sur la base du revenu social garanti, et sur cette base seulement, les notions telles que le partage du travail, l'aménagement des horaires, l'extension des travaux d'utilité publique ou sociale, d'aide aux personnes âgées, la multiplication des filières de formation à long terme, de perfectionnement professionnel ou personnel, prennent tout leur sens et peuvent être développées dans l'intérêt de tous. Chacun doit pouvoir trouver dans la région et dans la société où il vit la place qui lui revient en fonction de ses talents et de l'évolution de ses connaissances.

Dans ce cadre, les trois objectifs de formation, de recherche et d'investissement naguère préconisés par le Premier Ministre, Laurent Fabius, peuvent atteindre leur pleine efficacité. En réalité, c'est non seulement le travail en lui-même qui est revalorisé ; il l'est aussi à travers toutes les virtualités de rattrapage scolaire, de formation et de perfectionnement des personnes, de toutes les personnes, dans une économie de besoins, au sein d'une société que nous voulons aussi harmonisée que possible.